



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet de la préfète
Direction des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**PORTANT CRÉATION D'UNE ZONE D'INTERDICTION TEMPORAIRE DE SURVOL DE LA COMMUNE DE
PLAINE LE LUNDI 1^{ER} AVRIL 2024 DE 13H00 À 19H30**

**LA PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST,
PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST,
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

Vu le code des transports et notamment les articles L.6211-4, L.6211-5 et R.6211-8 ;

Vu le décret n°80-104 du 22 janvier 1980 autorisant le préfet de département à créer une zone interdite de survol ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 1957 relatif au survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER en qualité de préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2024 portant délégation de signature à monsieur Jean-Baptiste PEYRAT, directeur de cabinet de la préfète ;

Considérant des actions de la Gendarmerie ;

Considérant que pour des raisons de sécurité, il est nécessaire d'interdire le survol du périmètre défini plus bas ;

Sur proposition du directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est ;

ARRÊTE

Article 1 : Une zone d'interdiction temporaire (ZIT) de survol à tout trafic aérien, y compris ceux circulant sans équipage à bord, excepté les aéronefs d'État et ceux effectuant des missions d'assistance et de sauvetage, est créée suivant les caractéristiques et indications définies aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

Article 2 : Les limites de l'interdiction de survol vont du sol jusqu'à une hauteur de 150 mètres. La zone, située dans le département du Bas-Rhin sur la commune de Plaine (67 420), est constituée dans un rayon de 5 kms ayant pour base le sol et centré sur le point : 48°25'32"N – 007°06'00"E.

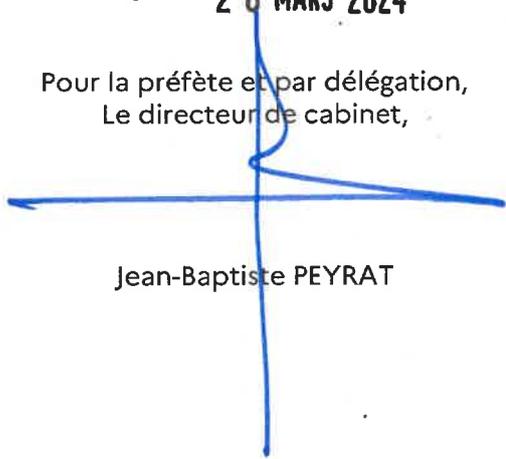
Article 3 : La zone créée à l'article 1 et définie à l'article 2 est active le lundi 1^{er} avril 2024 de 13h00 à 19h30, heure locale.

Article 4 : Les modalités de cette mesure d'interdiction de survol seront portées à la connaissance des usagers aériens par voie d'avis aux navigateurs aériens (NOTAM).

Article 5 : la préfète du Bas-Rhin, le directeur de cabinet de la préfète, le directeur de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, le directeur zonal de la police aux frontières Est, le général, commandant le groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin, la commandante de la compagnie de gendarmerie des transports aériens, le commandant de la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin.

Fait à Strasbourg, le **28 MARS 2024**

Pour la préfète et par délégation,
Le directeur de cabinet,



Jean-Baptiste PEYRAT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

I La présente décision peut être contestée **dans un délai de 2 mois à compter de sa notification**, soit :

- **par recours gracieux** auprès de mes services, à l'adresse suivante :
Madame la préfète du Bas-Rhin
Direction des Sécurités
Bureau de la Sécurité Intérieure
5, place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

- **par recours hiérarchique** auprès de :
M. le Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.
S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.

